

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Le Manifeste Communiste œuvre d'actualité (*Charles Rappoport*). — Dictature et Terreur Rouge : la Tchèque (*André Morizet*). — Robespierre (*Albert Mathiez*).

Discours de *Bordiga* au Congrès de Marseille. — Le Réformisme et la 3<sup>e</sup> Internationale (*L. Révo*). — Le Front Unique et le Communisme en France (*Léon Trotsky*).



André MARTY



René MARCHAND



LOUZON

# Le Manifeste Communiste Œuvre d'Actualité

**L**E Parti communiste français, quoi qu'en disent les sots et les malins, prend au sérieux son adhésion solennelle à la III<sup>e</sup> Internationale. Pour tout homme de bonne foi, il était clair que les conditions posées par la III<sup>e</sup> Internationale — Internationale fondée surtout par la section qui fait, sur une échelle grandiose, la première révolution sociale communiste — n'avaient qu'un seul but : *remplacer la niaiserie électorale et l'illusion réformiste par la propagande communiste et par la préparation révolutionnaire.* Le texte des fameuses « 21 » ne fut que le moyen de mettre en

déroute tous les socialistes de guerre — pas-  
sée et à venir — tous les faibles, tous les hésitants.

Ce but fut atteint. Tous ceux qui hésitaient entre la lutte de classes menée jusqu'au bout et la collaboration avec les anciens et futurs ministres de la bourgeoisie nous quittèrent. Depuis, ils n'ont pas cessé de faire des progrès — à reculons. M. Léon Blum, par exemple, ne parle plus de la dictature : le réformisme lui suffit. Il construit — dans son imagination de lettré bourgeois — des « fondations » de la Cité future dans le « gouffre » de la société actuelle, financièrement et économiquement effondrée. Son château de cartes réformiste est aussi solide que sa doctrine

construite avec quelques débris du jauréssisme, le génie et la flamme de Jaurès en moins. Les autres n'ont pas cessé de pleurer l'unité perdue—*par leur faute*—et prennent leur crise de larmes pour une crise du mouvement socialiste en France. D'autres encore ont fait pis. Ils attaquent ouvertement et cyniquement, à la Grumbach, la révolution russe.

Pendant ce temps, le Parti communiste continue sa marche vers la révolution. Il n'a pas cessé de parcourir le pays dans tous les sens, en portant partout la bonne parole communiste et révolutionnaire. Il entretient des relations permanentes et vivantes avec Moscou, le foyer de la révolution mondiale. Il forge peu à peu, par ses écoles et ses éditions, tout un arsenal d'armes révolutionnaires. Il prépare toute une bibliothèque de propagande communiste.

*L'Humanité*, devenue organe de lutte ouvrière et communiste, réédite l'œuvre de Jaurès sur la Révolution française, où le grand tribun fait une adhésion solennelle et motivée à la doctrine marxiste, et tente, malgré quelques survivances du « mystique Michelet », pour la première en France, une interprétation économique systématique de la Grande Époque. Il ne fut devancé, dans ce travail nécessaire, que par deux Russes — n'oublions pas que la première traduction du *Capital*, de Karl Marx, avait été, en 1872, une traduction russe — auxquels Jaurès lui-même rend hommage : Boris Minzès et le professeur Loutchitchky. Nous y reviendrons, un jour.

En même temps, l'organe central du Parti communiste réédite le *Manifeste Communiste* en attendant la réédition du *Capital*, de Marx. Le *Manifeste* de Karl Marx et de Fr. Engels — on peut le dire sans exagérer — est un livre unique dans la littérature mondiale. En quelques dizaines de pages, il concentre une immensité d'idées et résume un monde de faits. C'est en même temps un livre de combat, un pamphlet formidable, un engin terrible — engin à retardement d'une précision d'horlogerie toute scientifique — jeté en plein édifice capitaliste qui s'écroulera un jour sous les coups mathématiquement prévus.

Ce petit livre passé inaperçu pour le grand public au moment de sa parution (1848) et devenu le Manuel de la Révolution prolétarienne et communiste, contient toute une *philosophie de l'histoire*.

Tous les historiens, jusqu'à Marx, considéraient l'histoire selon la maxime de Carlyle,

comme « une biographie des grands hommes ».

Les quelques tentatives dans le passé lointain (l'Arabe Ibn-Khaldun) et même celles de Saint-Simon furent ou totalement oubliées, ou complètement négligées. Même ceux qui parlaient, comme Guizot dans son ouvrage sur la *Monarchie* (vers 1820) de classes sociales, n'avaient pas le courage de regarder en face la lutte des classes jusqu'à nos jours, avec toutes ses conséquences théoriques et pratiques. La lutte des classes est, pour la bourgeoisie, ses théoriciens et ses historiens, comme la Révolution : elle vaut un peu pour le passé, mais rien du tout pour le présent. Un historien connu, M. Aulard, accorde, en faisant la grimace, son hommage à la révolution du 18<sup>e</sup> siècle, mais recule avec horreur devant les révolutions en cours. Il faut que la lave révolutionnaire se pétrifie pour que ces historiens en papier mâché osent la toucher...

Marx, seul, donne vie et mouvement à l'histoire qui continue. Il dévoile le fond du mouvement historique que les tartufes idéalistes de toutes les époques et de tous les pays « ne sauraient voir ». Il arrache les masques à toutes les idéologies menteuses, à toutes les « vérités éternelles » : *Liberté, Vérité, Justice* et autres « grues métaphysiques », comme disait Lafargue. Il enlève violemment ces oripeaux éphémères derrière lesquels se cachent des intérêts on ne peut plus prosaïques. Marx est l'ennemi-né des phraseurs, des idéologues menteurs ou illusionnistes. Et les phraseurs ont raison de le détester. Car il leur a porté — et portera — un coup mortel : on a les amis — et les ennemis ! — que l'on mérite.

Ce fut un spectacle délicieux. Tout un Olympe d'idoles et de fausses divinités s'écroula. Des bibliothèques entières avec leur fatras idéologique, avec leur verbalisme insupportable et vide apparaissaient sous leur vrai jour : des mots, des mots, des mots ! On aurait dit une princesse, avec un corps maigre et laid, avec les dessous sales, déshabillée sur la place publique et apparaissant dans sa nudité repoussante.

Capitaliste, tu parles de Liberté avec un L majuscule. C'est à la *liberté d'exploitation prolétarienne* que tu penses. Ta liberté, c'est la liberté du commerce et du vol. C'est la liberté capitaliste !

Philosophe, tu parles de la vérité scientifique. Et tu declares en même temps que le

régime capitaliste — l'exploitation et le massacre de l'homme par l'homme — est *éternel*. Ta théorie évolutionniste, ta doctrine de transformation illimitée s'arrête au seuil de la banque, de l'usine capitaliste, de l'Etat bourgeois. Nouveau Josué, tu arrêtes le soleil de l'histoire à la porte de ta boutique : on ne passe pas plus loin que ton intérêt, d'ailleurs mal compris, l'exige.

Justice ! Proudhon en écrit de quoi remplir quelques rayons de bibliothèque. Avec quelques coups d'épingle le petit *Manifeste*, tel David contre Goliath, a fait crever le ballon gonflé de mots, de mots, de mots. Aujourd'hui, nous rendons justice à la valeur personnelle de Proudhon, mais sa méthode, sa doctrine sont mortes.

Les hommes, pour vivre, ont besoin de produire. Pour produire, il faut des instruments de travail. Ceux qui possèdent les instruments — sources de toute vie : sol, sous-sol, machines — « possèdent » la société et façonnent à leur image : justice, vérité, liberté, égalité, fraternité, etc., etc.

Ces vérités sont « éternelles » parce que les hommes — jusqu'ici ! — en sont « éternellement » dupes. Elles ne deviendront *réalités* qu'avec le régime communiste, en attendant l'étape suivante de l'humanité.

La guerre ! La paix ! Vérités éternelles ? Jamais ! La guerre des classes est sacrée. La guerre impérialiste est maudite. Car la guerre des classes, c'est la véritable dernière guerre. En supprimant la société de classes, elle en supprime la cause et établit la paix entre les producteurs qui n'ont plus d'intérêt à se détruire mutuellement. La guerre capitaliste, au contraire, engendre la guerre. Nous sommes contre le pacifisme bourgeois parce que nous sommes contre la phrase vide et grandiloquente, pour la réalité ; contre le mot, pour la chose. Ce n'est pas la paix que nous combattons — elle est la condition de la vie et de la production sociales — mais les phraseurs pacifistes, les pacifistes de tout repos qui se transforment en un clin d'œil le jour de la mobilisation en bellicistes enrégés.

Le *Manifeste Communiste*, c'est la dynamite qui fera sauter tous les discoureurs en l'air, tous les bavards incorrigibles qui fabriquent des systèmes avec le vide de leur idéologie verbale. En France, comme ailleurs, *plus qu'ailleurs*, nous en souffrons jusqu'à en mourir. Voilà pourquoi le *Manifeste Communiste*

est une œuvre de haute actualité qu'il faut lire et faire lire, méditer et faire méditer.

Le *Manifeste* — pourquoi est-ce Dunois et non « le petit-fils » dissident qui l'a annoté ? — contient encore : 1° Une économie sociale ; 2° Une politique de classe ; 3° Un programme révolutionnaire ; 4° Une critique imputoyable de la littérature socialiste de l'époque. Tant de choses dans un seul petit livre : c'est — soit dit en passant — une protestation par le fait contre la verbomanie. Nous en reparlerons.

Charles RAPPOFORT.



## ERRATA

Quelques légères erreurs se sont glissées dans notre numéro consacré à la Commune.

Louise Michel est née en 1830 (le 29 mai) et non en 1833 ; Elisée Reclus est né en 1830 aussi, et non en 1831 ; Gustave Flourens en 1838 d'après Ch. Prolis, et non en 1837 ; Lissagaray que le Nouveau Larousse fait naître en 1839, est né, d'après Véreque, le 24 novembre 1838

Léo Fraenkel n'était pas cordonnier, mais bijoutier ; c'est Trinquet qui était cordonnier.

Enfin, dans notre numéro spécial contenant les Thèses adoptées par le premier Congrès national, un fâcheux *mastic* s'est produit.

La résolution additionnelle concernant l'Ustica, au lieu de venir à la suite de la thèse sur la politique syndicale, a été intercalée dans le texte de la motion, immédiatement avant les deux derniers paragraphes de celle-ci (p. 9, col. 2).

Nos lecteurs sont priés de bien vouloir tenir compte de cette rectification.

## UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez  
24 francs, vous sauvez la vie d'un  
affamé russe. — NANSEN.

**Cotisez-vous ! Souscrivez !**

## DICTATURE ET "TERREUR ROUGE"

# LA TCHÉKA <sup>(1)</sup>

Depuis la révolution d'octobre, depuis les événements que je viens de retracer, la Russie, s'acheminant vers l'établissement d'un régime communiste régulier, vit sous le régime de la « dictature du prolétariat ».

Dictature du prolétariat, voilà des mots qui ont fait couler des flots d'encre dans toutes les polémiques sur la Russie révolutionnaire !

Comme s'ils étaient nouveaux ! Comme si Marx et Engels lorsqu'ils lançaient le « Manifeste Communiste », ne les avait pas, dès 1848, prononcés ! Comme si tous les partis qui, depuis soixante-dix ans, se sont proclamés marxistes, ne les avaient pas toujours inscrits dans leurs programmes !

Sérieusement, peut-on concevoir le passage d'un régime à un autre sans une période de gouvernement provisoire ? Lorsqu'il s'agit surtout de changer, non plus un personnel politique, comme dans les révolutions du passé, mais les bases mêmes de l'ordre social, comme notre Parti se le propose, peut-on ne pas prévoir que la prise du pouvoir — ce que nous appelons la révolution — sera fatalement suivie d'une période de transition pendant laquelle des hommes investis de la confiance du prolétariat vainqueur exerceront le pouvoir avec des moyens dictatoriaux ?

On ne devrait pas avoir besoin de discuter cela. Je sais bien qu'on s'en prend moins au principe de la dictature, sauf dans quelques cercles anarchistes où l'on s'effraie de certains mots, qu'à l'application qu'on en aurait fait en Russie.

La « terreur rouge » régnerait là-bas, d'après notre bonne presse. Les bolcheviks, depuis quatre ans, inonderaient de sang leur pays. La Tchéka, l'effroyable Tchéka, commettrait crime sur crime. Et dans la République des Soviets, nul ne vivrait qu'en proie à l'angoisse, sous le coup de prochaines persécutions.

Tous les mouvements populaires, même les plus courts, même les plus calmes, ont été taxés de cruauté. Sur tous, les réacteurs ont répandu la même légende. Des soldats de l'ordre sciés entre deux planches en 1848 jusqu'aux pétroleuses de la Commune, il n'y a pas de calomnies que n'aient inventés ceux qui avaient à répondre pour leur compte des assassinats de juin ou des massacres de la semaine de mai.

Il ne faut pas s'étonner que la révolution bolchevik subisse les mêmes outrages que ses devancières. Les émigrés russes et les conservateurs de tous pays ont de l'argent pour payer les journaux et la haine du communisme prévient en faveur de leur thèse les niais du monde entier.

Les bolcheviks ont exécuté des gens. Parbleu ! Depuis quatre ans, les complots succèdent aux com-

plots, les soulèvements aux soulèvements. A chaque tentative d'invasion, des mains se sont tendues de l'intérieur vers les aventuriers blancs. Il a bien fallu se défendre.

Un juillet, j'ai vu moi-même, à Pierre-et-Paul, le jour où je visitais la sinistre forteresse où furent pendus les Décabristes, où tant de « nihilistes » moururent dans les cachots du ravelin d'Alexis, des soldats amener une douzaine d'hommes que venait d'arrêter la Tchéka.

Et puis ?

La version que doivent se poser les esprits sérieux, ce n'est pas de savoir si le sang coule. Il en coule à la guerre, il en coule dans toute révolution. C'est de savoir s'il n'en coule pas inutilement, si l'inéluctable devoir de défense ne couvre pas d'abus, de vengeances ou d'exactions.

J'ai acquis la conviction, après m'être informé auprès des hommes les plus dignes de foi, que l'histoire de la « terreur rouge » est un des bourrages de crâne les plus éhontés auxquels se soient livrés les adversaires du communisme et que les bolcheviks, en matière de répression comme en toute autre, ont accompli ce qu'il était possible d'accomplir avec les moyens et les éléments dont ils disposaient.

L'organisme qu'ils ont créé, la Tchérvyltchouka ou Commission extraordinaire, qu'on nomme par abréviation Tchéka, porte exactement ce titre : « Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution, la spéculation et les crimes commis par les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ».

Ses attributions ne se limitent pas, on le voit, à la répression des complots. La Tchéka collabore activement à l'œuvre de reconstitution économique du pays. Elle recherche les stocks de matières premières ou de denrées dissimulés, veille à l'observation des règlements de travail, poursuit les fonctionnaires peu scrupuleux.

Ces besognes l'occupent de plus en plus, tandis que diminue d'importance la tâche de défense du régime. Et l'on pourra voir par l'exemple que je cite au chapitre sur « l'Electrification » que ses interventions sont d'une utilité première.

Il existe une Commission extraordinaire près le Conseil des Commissaires du peuple ; c'est celle qu'on nomme la Vé-Tchéka. Il en existe également une près le soviét de chaque gouvernement.

Chacune a à sa tête un présidium plus ou moins nombreux, qui comprend pour la Vé-Tchéka quinze membres, désignés pour celle-ci par le Conseil des Commissaires, pour les autres par le Comité exécutif du Soviét.

Le présidium juge lui-même les affaires que lui transmettent les juges d'instruction ou bien il les renvoie devant les tribunaux révolutionnaires lorsqu'il veut leur donner de la publicité.

(1) Extrait de *Chez Lénine et Trotsky* (Moscou, 1921), préface de Trotsky, par André Morizet, qui paraîtra dans quinze jours à la Renaissance du Livre.

Les membres des présidioms sont des militants connus et insoupçonnables. Le président de la Vê-Tchéka, Djerzinsky, est une sorte d'ascète dont on conte que, lorsqu'il était prisonnier en Allemagne il sollicitait les corvées les plus désagréables pour montrer que le rôle d'un communiste est de donner l'exemple partout où il se trouve.

Commissaire du peuple à l'Intérieur, président de la Commission du Donetz et chargé d'organiser les transports par eau, Djerzinsky ne dirige plus la Vê-Tchéka qu'en titre. Il y est suppléé par Unschlicht, auparavant membre du Conseil militaire du front ouest, ancien militant du parti universellement estimé.

Pour les Tchéka de gouvernement, voici des chiffres qui indiquent comment elles sont constituées : en 1920, une conférence de leurs présidents et vice-présidents s'est tenue à Moscou. Sur 69 présents, on comptait 45 ouvriers, 13 paysans et 11 intellectuels. Tous appartenaient au Parti et 28 d'entre eux lui appartenaient déjà sous le tsarisme.

Ce n'est pas dans ce personnel de révolutionnaires dévoués à leurs idées qu'on peut rencontrer des éléments indésirables. Le personnel subalterne malheureusement ne se recrute pas avec autant de facilité. Il compte une forte proportion de communistes, mais il ne compte pas que des communistes.

On ne doit pas oublier que, comme Zinoviev l'a rappelé dans le discours qu'il prononça au congrès de Halle, avant la constitution du Parti Communiste allemand, les bolcheviks ont perdu plus de 300.000 d'entre eux dans les guerres qu'ils ont dû soutenir et que leur vieille garde a disparu en grande partie ; qu'ils ne sont pas assez nombreux pour pourvoir eux-mêmes à tous les emplois et qu'ils ont dû recourir souvent à des communistes de fraîche date venus à eux pour profiter des avantages du pouvoir ou à d'anciens fonctionnaires du régime précédent.

Qu'il se trouve parmi ceux-ci, juges d'instruction, agents secrets, employés de tous rangs, des personnages capables d'abuser parfois de leur naissance, c'est ce dont on ne saurait douter lorsqu'on sait que la Commission extraordinaire elle-même a fait fusiller à maintes reprises des dizaines de ses propres agents.

Malgré l'insuffisance de ses cadres, qui tient à l'infériorité générale de l'instruction populaire et à laquelle on doit reprocher ceux des abus qui se sont réellement produits, on ne saurait en bonne justice penser de l'action de la Tcheka tout ce qu'on en penserait si l'on ajoutait foi aux légendes colportées.

A croire les feuilles publiées en Europe par les blancs, on s'imaginerait que les bolcheviks ont, d'un bout à l'autre de la Russie, fusillé des gens par centaines de mille. De là à la réalité, il y a loin.

Pierre Pascal, dont j'ai déjà dit que sa haute intégrité était égale à son intelligence critique, a publié en 1920, la statistique des exécutions capitales en 1918 et 1919 (1).

« A travers toute la Russie soviétiste — écrit-

(1) En *Russie Rouge*, par Pierre Pascal, brochure éditée par l'*Humanité*, 1921.

il — au cours de deux années de révolution, après presque cinq cents complots contre-révolutionnaires de toutes sortes et une cinquantaine de bandes de brigands découverts par les Commissions extraordinaires, après les attentats systématiques de 1918 contre les communistes les plus respectés (1), après les tentatives d'espionnage et de trahison de milliers d'anciens policiers, officiers, propriétaires, et cela en pleine guerre extérieure et intérieure, au milieu d'un perpétuel danger de mort pour la République soviétiste, les Commissions extraordinaires ont exécuté 9.641 individus, les tribunaux révolutionnaires ont prononcé moins de 500 condamnations à mort en majorité conditionnelles et n'ayant jamais été suivies d'effet.

« Mais, pour pouvoir juger, il faut faire la philosophie de ces chiffres. Or, sur les 9.641 fusillés des Commissions extraordinaires, il y a près de 2.600 criminels de droit commun, gros spéculateurs, fonctionnaires prévaricateurs et surtout bandits dangereux et incorrigibles, tristes produits d'une société mal organisée, plus dangereux que jamais en période troublée, dont l'ordre révolutionnaire exige l'impitoyable extermination.

« Reste exactement 7.068 conjurés, espions, organisateurs de soulèvements et autres contre-révolutionnaires actifs pris sur le fait, fusillés dans toute la Russie au cours de deux années de guerre civile.

« Sur ce nombre, 5.513 reviennent à l'année 1919 et seulement 1.555 à 1919 ».

Sept mille exécutions politiques en deux ans, alors que la Russie était assaillie de toutes parts !

J'ai tenté d'obtenir des chiffres analogues pour les deux années suivantes, sans pouvoir me les procurer exactement. Des évaluations approximatives m'ont été faites par des hommes que je crois dignes de toute confiance.

La plus pessimiste atteint le total de douze à quinze mille pour les quatre années de la révolution.

On peut regretter certes même ce chiffre. On peut déplorer, c'est entendu, qu'il y ait eu même un individu fusillé. Mais si l'on s'efforce à quelque impartialité, il faudra mettre en regard que la Russie révolutionnaire n'avait le choix qu'entre vaincre et mourir et qu'elle compte une population de 130 millions d'habitants.

A ceux qui se refuseraient à faire cet effort d'impartialité, les bolcheviks pourront toujours opposer le chiffre des victimes massacrées par leurs ennemis.

J'en donnerai quelques aperçus dans le chapitre sur « la Guerre Civile ».

Pour mes compatriotes, trop pressés de vitupérer les « Terreurs Rouges » et d'oublier les « Terreurs Blanches » qui les ont toujours dépassées de bien loin, je me bornerai à leur rappeler que si la Révolution soviétiste a fusillé en quatre ans de douze à quinze mille Russes, l'armée de Versailles en 1871 a couché en huit jours trente-cinq mille Communards sur le pavé de Paris.

André MORIZET.

(1) Contre Lénine et Zinoviev, contre Ouritzky, président de la Vê-Tchéka et Volodarsky. Ces deux derniers ont été tués, Lénine grièvement blessé.

# ROBESPIERRE

(Suite et Fin)

## La Convention et la lutte contre la Gironde

Pour mesurer la place que Robespierre a tenue à la Convention, il n'est besoin que d'imaginer par la pensée ce qu'elle serait devenue s'il n'y avait pas siégé. Les Girondins, qui avaient savamment exploité l'horreur excitée dans les provinces par les massacres de septembre, auraient certainement conservé la majorité qu'ils détenaient pendant les premiers temps. Ils s'appuyaient sur les classes riches, ils sonnaient le ralliement de tous les possédants contre la députation de Paris qu'ils représentaient comme composée d'anarchistes. Or, tandis que Danton, dès la première séance, s'empressait de désavouer ses anciens agents de la Commune qui avaient prêché dans les départements après le 10 août la mise en commun des subsistances, tandis qu'il faisait voter par un décret le maintien de toutes les propriétés, Robespierre, ferme et méprisant, supportait seul l'assaut furieux des Girondins qui s'efforçaient par leurs clameurs de lui interdire la tribune. Il prenait la défense de ces commissaires de la Commune du 10 août que Danton avait piteusement répudiés. « Citoyens, s'écriait-il, voulez-vous une Révolution sans Révolution ? » Les Girondins, qui craignaient son immense popularité, l'accusèrent ridiculement, par l'organe du romancier Louvet, d'aspirer à la dictature. Il écrasa l'accusation sous une réplique modeste, spirituelle, précise et ferme. Les Girondins, dans leur légèreté, voulaient sauver Louis XVI tout en ayant l'air de l'accuser. Robespierre perça leur manœuvre. Ses discours admirables dans le procès du roi décidèrent du vote final. Il fit rejeter l'appel au peuple qui eût incendié la République. Dès lors, l'influence des Girondins dans la Convention fut ébranlée et les députés honnêtes et franchement populaires se rangèrent de plus en plus autour du chef de la Montagne. Il était grand temps !

La politique équivoque des Girondins, qui gouvernaient depuis le début de la Convention, avait porté ses fruits. Leur indulgence pour les royalistes, leur faiblesse pour les généraux, leur incapacité administrative, mirent la République en péril au printemps de 1793. Coup sur coup éclatèrent au début de mars la révolte vendéenne et les défaites de Dumouriez en Belgique, bientôt suivies de sa trahison. Dans le désarroi général, Robespierre proposa les mesures de salut public qui sauvèrent la France. Il demanda que les aristocrates dangereux fussent mis en arrestation, qu'une armée révolutionnaire, soldée aux dépens des riches, fût organisée pour exterminer les rebelles et contenir leurs amis, que les fabrications de guerre fussent poussées avec énergie, qu'on établît au besoin des forges sur les places publiques, que le tribunal révolutionnaire punît les généraux trahisseurs ou suspects, que les villes et les ouvriers fussent nourris par les réquisitions. Bref, il formula avec netteté et précision le programme du gouvernement révolutionnaire, qu'il fit reposer tout

entier sur l'action des prolétaires organisés. « Celui qui n'est pas pour le peuple, celui qui a des culottes dorées est l'ennemi-né de tous les sans-culottes », s'écriait-il dès le 8 mai 1793. Hardiment il proposait, aux Jacobins d'abord, à la Convention ensuite, le 24 avril 1793, une nouvelle Déclaration des Droits qui contenait en germe, par sa définition de la propriété, la dépossession progressive de la bourgeoisie et l'avènement prochain du 4<sup>me</sup> Etat :

« 1. — La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion de biens qui lui est garantie par la loi.

« 2. — Le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui.

« 3. — Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables.

« 4. — Toute possession, tout trafic qui viole ce principe est illicite et immoral. »

Il faut entendre Jaurès commenter cette célèbre Déclaration que les socialistes en 1830, après les Babouvistes, réimprimeront maintes fois. Si la propriété n'est qu'une institution sociale, comme la définit Robespierre, le droit social passe avant le droit individuel. « La propriété, dans sa formule, n'est que ce qui reste de la propriété quand la société a exercé son droit antérieur et supérieur, quand elle a prélevé ce qui lui est nécessaire pour assurer la vie de tous, quand elle a enlevé à la propriété toutes les pointes par où elle pourrait blesser autrui... Dire que le droit de propriété ne peut préjudicier « ni à la société, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété » des autres hommes, c'est, théoriquement, faire du droit de propriété une sorte de suspect contre lequel s'élève d'emblée toutes sortes d'hypothèses et de présomptions redoutables, c'est ensuite fonder en droit les vastes expropriations que les modifications de la vie économique peuvent rendre nécessaires plus tard. »

Jaurès a bien vu aussi que Robespierre ne s'était pas livré à une manifestation théorique et vaine, mais qu'il avait voulu enchaîner à la Révolution les petites gens, les artisans et les ouvriers des villes et des campagnes qui souffraient alors affreusement de la cherté de la vie provoquée par la baisse de l'assignat. Sa Déclaration des Droits était la justification et l'annonce des mesures sociales qu'il réclamait. Le droit à la vie, le droit au travail, le droit à l'instruction, l'impôt progressif, les réquisitions, c'était là un programme très hardi qui ne fut dépassé ni même atteint par aucun autre conventionnel.

Alors que Danton, qui était entré au gouvernement, c'est-à-dire au Comité de Salut Public, après la trahison de Dumouriez, semblait atterré par les défaites, alors qu'il ne songeait qu'à conclure une paix rapide, une paix à tout prix avec l'ennemi victorieux, alors qu'il négociait secrètement avec les Autrichiens et les Anglais par l'intermédiaire d'aventuriers, comme le belge Prou, alors qu'à l'intérieur il offrait sans cesse aux Gi-

rondins le rameau d'olivier et qu'il intriguait avec l'émigré Théodore Lameth exprès revenu de Londres et avec la reine elle-même, Robespierre s'opposait de toute sa force à cette politique pusillanime qui aurait perdu la République et la France. En même temps qu'il faisait voter par la Convention, le 13 avril 93, une résolution qui interdisait de traiter avec un ennemi qui n'aurait pas reconnu la République, il engageait contre les Girondins la lutte suprême. Les Girondins s'étaient opposés à toutes les mesures de salut public, à l'institution des représentants en mission, aux réquisitions et aux taxes, ils empêchaient l'établissement de la dictature révolutionnaire, ils se coalisaient avec les adversaires du régime, il fallait les briser pour rétablir l'unité dans le gouvernement. Robespierre, prenant ses responsabilités comme toujours, prêcha l'insurrection aux Jacobins dès le 27 mai : « Le peuple doit s'insurger. Le moment est arrivé ! » Le 29 mai, il renouvelle son appel aux Jacobins, et le 31 mai, à la Convention, il demande l'arrestation des chefs girondins qui fut chose faite deux jours plus tard, après le succès de l'insurrection parisienne qui fut son œuvre pour une grande part. Et c'est là pourtant l'homme qu'on nous représente comme un trembleur !

### Le Comité de Salut Public

Après la chute de la Gironde, le grand rôle de Robespierre commence. Il ne tarde pas à entrer au Comité de Salut public, où il remplace avec ses amis St-Just et Coulton l'équipe de Danton fatiguée et suspecte. Comme en témoigne son carnet aide-mémoire, que j'ai publié, il fut le véritable organisateur du Comité. Il lui traça sa besogne. Il suivit toutes les affaires importantes, même les affaires militaires, mais particulièrement la diplomatie. Il fournit un travail écrasant, car il était en même temps obligé de défendre la politique du Comité devant la Convention et devant les Jacobins. Jaurès a admiré sa vigilance, sa fermeté, son habileté. « Quelle âpre et dure vie, a-t-il écrit, d'aller presque tous les soirs, dans une assemblée populaire souvent houleuse et déflante, rendre compte du travail de la journée, dissiper les préventions, animer les courages, calmer les impatiences, désarmer les calomnies ! Administrer et parler, gouverner sur le forum, associer le peuple à la discipline gouvernementale, quelle terrible tâche ! Mais c'est par là que la sorte de dictature du Comité de Salut public ne tournait pas à une étroitesse de coterie ; c'est par là qu'elle était en communication avec la vie révolutionnaire ! » Et Jaurès n'hésite pas à conclure : « Ici, sous le soleil de juin 93 qui chauffe votre âpre bataille, je suis avec Robespierre et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins, et je suis avec lui parce qu'il a à ce moment toute l'ampleur de la Révolution ».

Robespierre, en effet, accomplit alors une tâche gigantesque. Sous son impulsion, le Comité vint à bout des révoltes intérieures et de l'invasion. Il vint à bout aussi des faux révolutionnaires qui, à la suite de Danton et d'Hébert, attaquaient sa politique des deux points opposés de l'horizon, les uns par l'arme de la faiblesse, les autres par l'arme de l'exagération. Ici encore j'ai plaisir à me rencontrer avec Jaurès qui approuve Robespierre d'avoir mené résolument la lutte contre les indulgents et contre les extrémistes. Jaurès a bien vu qu'en voulant supprimer la Terreur avant l'heure, avant que la victoire fût acquise, avant que Toulon fût repris aux Anglais, avant que Hoche eût chassé les Autrichiens d'Alsace, avant même que

le gouvernement révolutionnaire fût complètement organisé, avant que le maximum fût assuré dans son application, les Dantonistes auraient brisé l'effort révolutionnaire et qu'ils recommençaient d'ailleurs le jeu de la Gironde, par leurs éternelles dénonciations contre les meilleurs Montagnards. Il a noté aussi que leur politique de modération hasardeuse et outrancière conduisait à une alliance inévitable avec les monarchistes et il a soupçonné qu'il y avait derrière Danton une intrigue de contre-révolution. La réalité était plus grave encore. Les documents, que j'ai mis au jour et que Jaurès n'a pas connus, prouvent que Danton, qui n'a jamais cessé d'être en relations avec les émigrés et avec les agents de l'ennemi, était leur suprême espoir. Il essaya de faire évader la reine. Il tenta d'extorquer à Pitt 4 millions pour sauver Louis XVI. Sa fortune s'accrut dans des proportions scandaleuses. Après sa sortie du Comité de Salut public, il mena une campagne sourde pour une amnistie générale, pour une paix à tout prix et pour la rentrée des émigrés. Ses amis essayèrent, à plusieurs reprises, de renverser le Comité de Salut public, le 25 septembre, le 22 frimaire. Homme de plaisir et d'argent, il fut compromis avec ses amis Chabot, Fabre d'Eglantine, Basire, dans de louches affaires financières dont la plus connue est celle de la liquidation de la Compagnie des Indes. Sa campagne pour la clémence était inspirée par son intérêt personnel. Il voulait briser les échafauds, comme le dit Hébert, parce qu'il craignait d'y monter. Si son complot avait réussi, la restauration de la monarchie eût été avancée de 18 ans. Les révolutionnaires sincères eussent été conduits à l'échafaud quelques mois avant thermidor et les pillards eussent mis à l'abri leurs rapines.

Quant aux Hébertistes, si la plupart étaient des révolutionnaires sincères et honnêtes, qui avaient rendu de grands services, ils comptaient pourtant parmi eux plus d'une brebis galeuse, des étrangers suspects, sujets ennemis, qui, en poussant aux excès, faisaient le jeu des rois coalisés, tels Prouli, tels les Frey, tels l'Espagnol Gusman, le saxon Saiffert. Les Hébertistes, Jaurès l'a bien vu, étaient les militaristes et les impérialistes de l'époque.

Ronsin, leur chef, ancien acteur, était général de l'armée révolutionnaire. Ses partisans étaient nombreux dans les bureaux de la guerre. Ils faisaient sonner leurs grands sabres et professaient pour les civils de la Convention et des Comités un mépris profond, le mépris du militaire pour le pékin. Ils ne voyaient aux difficultés de l'heure qu'un remède : la violence. Ils ne parlaient que de mitrailler et de guillotiner. Installés dans la guerre, qui leur avait valu les places et les honneurs, ils n'étaient pas pressés de la voir finir. Anacharsis Cloots, en leur nom, demandait l'annexion de la Hollande, de la Belgique, du pays rhénan. Il adjurait les Français de ne pas déposer les armes avant d'avoir abattu tous les trônes et établi la République universelle.

Enfin, par leurs violences contre le culte, par la fermeture brutale des églises, ils risquaient de soulever contre la Révolution les masses restées très pieuses et de multiplier la Vendée.

Robespierre, qui n'était pas croyant, qui ne pratiquait pas, même au collège, mais qui professait pour l'âme simple du peuple un respect profond et délicat, Robespierre, qui craignait que les folies déchristianisatrices n'étendissent la guerre civile à tout le territoire et n'achevassent de nous aliéner les dernières sympathies des peuples étrangers, s'opposa avec un beau courage aux violences de

l'impérialisme hébertiste comme aux faiblesses équivoques des Indulgents. Il n'est pas vrai qu'il ait opposé avec machiavélisme les Hébertistes aux Dantonistes et qu'il ait détruit les uns par les autres. Bien au contraire ! Il lutta de front contre le double péril, en toute clarté. Et, ici encore, Jaurès lui a rendu justice

Robespierre ne voulait pas de la paix de défaite, de la paix royaliste des Dantonistes, et il ne voulait pas davantage de la guerre impérialiste des Hébertistes. Il a écrit dans ses notes intimes cette phrase révélatrice que Jaurès a soulignée, et qui n'a rien perdu de son actualité : « Il faut armer non pour aller au Rhin, c'est la guerre éternelle, mais afin de dicter la paix, paix sans conquêtes ». Cela n'a pas cessé d'être la sagesse.

Il répugnait au terrorisme sanguinaire. Il avait proposé l'abolition de la peine de mort sous la Constituante. Il n'avait accepté la Terreur, la suspension des libertés, que contraint et forcé par les événements. Toujours il s'opposa aux représailles inutiles. Il sauva, au prix de sa popularité, les 73 Girondins qui avaient protesté contre le 31 Mai. Il voulait sauver le constituant Thouret, Mme Elisabeth, sœur de Louis XVI : il sauva les signataires des pétitions royalistes des 8.000 et des 20.000, et bien d'autres. Il voulait limiter la répression au strict nécessaire. Il s'efforça longtemps de calmer, par la persuasion, l'opposition des Dantonistes et des Hébertistes coalisés. Mais les uns et les autres restèrent sourds à ses invitations. Les Hébertistes voulurent recourir à l'insurrection. Ils préparaient une sorte de coup d'Etat populaire et militaire, un 18 Brumaire démagogique qui aurait fait de la France une Pologne de septembriseurs, a dit Jaurès. Les Dantonistes, de leur côté, complétaient. Alors Robespierre se résigna à mettre en marche l'appareil de la justice politique. Les terroristes qui l'abattirent en thermidor lui reprochèrent ses lenteurs, ses hésitations à abandonner Danton.

### Thermidor

Les factions abattues, en germinal an II, Robespierre n'eut plus qu'une pensée : réconcilier les masses avec le régime, afin d'assurer son avenir. Il fit supprimer l'armée révolutionnaire qui épouvantait les cultivateurs et les marchands. Il fit rappeler des départements les proconsuls qui, selon son expression, avaient déshonoré la Terreur par leurs brigandages et leurs folies. Il fit mettre la vertu, c'est-à-dire l'honnêteté, à l'ordre du jour. Il organisa cette fête de l'Être suprême que les Français considérèrent comme la répudiation des violences hébertistes et l'annonce de la fin prochaine de la Terreur. Mais, en même temps, il fit voter cette loi de prairial qui était destinée, dans son esprit, à frapper uniquement quatre ou cinq proconsuls sanguinaires et corrompus, afin de montrer au peuple, par un exemple retentissant, que ses représentants qui avaient abusé de la toute-puissance nationale n'étaient pas au-dessus de la justice révolutionnaire.

Jaurès ne doute pas que la loi de prairial et la fête de l'Être suprême, dans la pensée de Robespierre, n'aient été la préface de l'amnistie qu'il rêvait pour mettre fin au régime d'exception, maintenant que nos armées victorieuses avançaient dans les pays ennemis. Mais il lui a reproché de n'avoir pas dit nettement au peuple français le noble but qu'il poursuivait. Il croit que si Robespierre avait hautement proposé l'amnistie, il aurait été compris, car jamais sa popularité n'avait

été plus grande. C'est possible, mais je ne puis suivre Jaurès quand il dit ensuite que Robespierre a imposé sa loi au Comité de Salut Public. La vérité est tout autre. La loi de prairial ne fut qu'élevée au tribunal révolutionnaire de Paris les dispositions déjà arrêtées un mois auparavant pour la commission d'Orange, chargée de punir les contre-révolutionnaires de Vaucluse. Le Comité de Salut Public et plus encore le Comité de Sécurité Générale, dans leur grande majorité, étaient hostiles à la cessation de la Terreur. Et c'est justement leur hostilité qui a empêché Robespierre d'annoncer tout haut son but véritable. Et, ce qui le prouve, c'est que la loi de prairial, au lieu de fonctionner contre les seuls proconsuls corrompus, aboutit aux hécatombes de la Grande Terreur, auxquelles Robespierre resta complètement étranger, puisqu'il cessa de participer aux travaux du Comité dès qu'il y fut en minorité, et puisque sa signature manque désormais à ses arrêtés. Une des dernières fois qu'il y parut, le 8 messidor, ce fut pour arracher à Fouquier-Tinville la vieille Catherine Théot, une pauvre illuminée que Vadier voulait livrer au tribunal révolutionnaire. Bien loin que Fouquier-Tinville eût été son instrument, comme on le répète, il était son ennemi, à tel point que Robespierre, ainsi que je l'ai démontré, avait demandé sa révocation et son remplacement au Comité de Salut public, à cette même séance du 8 messidor ! Le Comité maintint Fouquier en fonctions et se solidarisa avec lui, et par là il porte la responsabilité de la Grande Terreur.

Les historiens qui font de Robespierre un dictateur et un pontife et qui placent sa dictature et son pontifical après la tête de l'Être suprême et la loi de prairial, se moquent de la vérité et du bon sens. C'est précisément à ce moment que le prétendu dictateur fut mis en minorité au gouvernement et qu'il perdit toute influence sur les affaires. Sa retraite fut une faute. Elle laissa le champ libre aux terroristes ses ennemis. Les hideux proconsuls qu'il avait fait rappeler, les Tailien, les Fouché, les Barras, les Rovère, les Carrier, les Legendre, les Merlin de Thionville, les Reubell, les Courtois, les Thibaudeau, les Bourdon, les Guffroy, eurent le temps de se concerter, d'épouvanter leurs collègues et de préparer dans l'ombre le coup du 9 thermidor. Mais Robespierre, dont la santé avait été ébranlée par les veilles et les fatigues, à tel point qu'il avait dû garder la chambre à la fin de l'hiver pendant tout un mois, Robespierre, qui avait failli succomber, le 4 prairial, sous le pistolet d'Admiral, Robespierre, qui avait fait d'avance le sacrifice de sa vie dès le jour radieux de sa jeunesse où il s'était entretenu avec Jean-Jacques, Robespierre était hanté par l'idée de la mort. Le spectacle de l'échafaud, où Fouquier-Tinville entassait pêle-mêle les victimes, bouleversait son âme candide. Il était maintenant comme paralysé devant l'immensité de la tâche qui s'offrait à son courage épuisé par cinq années de luttes terribles. Il chercha un refuge aux Jacobins. Il protesta devant eux, avec l'accent du désespoir, contre les calomnies qui le représentaient comme un tyran qui voulait égorger la Convention. Il leur répéta, le 23 messidor, que ses principes étaient, au contraire, « d'arrêter l'effusion du sang humain versé par le crime ». Quand il se décida enfin, le 8 thermidor, après un mois d'hésitations, à s'expliquer devant la Convention, il était trop tard. La calomnie avait fait son chemin. D'ailleurs, Robespierre s'exprima dans son discours moins comme un tribun qui attaque que comme un juste qui s'offre au martyre. Il présenta lui-même son discours comme un testament de mort. Ses hésitations

tations le lendemain à prendre la direction de l'émeute contre la Convention, le coup de pistolet par lequel il essaya de terminer sa vie quand l'Hôtel de Ville fut forcé par les troupes de Barras, tout prouve qu'il était las de la lutte et qu'il aspirait au repos de la tombe.

Il a succombé sous les coups des fripons qui ont rejeté sur leur victime leurs propres crimes. Ces fripons ne songeaient nullement alors à arrêter la Terreur. Bien au contraire ! Fouché s'écriait, le 19 fructidor : « Toute pensée d'indulgence est une pensée contre-révolutionnaire ». A la séance même du 9 thermidor, Billaud-Varenne reprocha à Robespierre son indulgence et rappela qu'il avait longtemps défendu Danton. Barère enfin, le 11 thermidor, prononça un éloge sans réserves du tribunal révolutionnaire, « cette institution salubre qui détruit les ennemis de la République et purge le sol de la liberté ».

En apprenant l'arrestation de Robespierre, les détenus dans les prisons craignirent d'abord une aggravation de la Terreur. L'un d'eux, le royaliste Beaulieu, nous le dit : « Uniquement occupés dans nos prisons, à rechercher dans les discours qu'on prononçait, soit aux Jacobins, soit à la Convention, quels étaient les hommes qui nous laissaient quelque espoir, nous y voyions que tout ce qu'on disait était désolant, mais que Robespierre paraissait encore le moins outré ».

Le 9 thermidor — c'est la vérité historique — ne fut pas fait par des hommes qui voulaient arrêter la Terreur, mais, au contraire, par des hommes qui avaient abusé de la Terreur et qui voulaient la prolonger à leur profit pour se mettre à l'abri. Parce que ces hommes furent débordés après l'événement, parce qu'ils parvinrent pas à retenir la réaction qu'ils avaient involontairement déchaînée en identifiant, pour des raisons de tactique, Robespierre avec les excès, la légende s'est formée que Robespierre avait été vraiment la Terreur personnifiée. L'Incorruptible est devenu après sa mort le bouc émissaire de la Révolution.

Il serait temps enfin, citoyens, de rendre justice à ce grand homme dont la vie fut un perpétuel sacrifice au bien public et dont la chute ébranla la République jusqu'à la base et laissa désormais la voie libre aux profiteurs et, derrière eux, aux généraux et à Bonaparte. Les Conventionnels, même les plus médiocres, ont aujourd'hui leurs statues. Leurs noms sont gravés sur les plaques des rues. Seul Robespierre reste un réprouvé. Celui qui fut jusqu'au dernier souffle le défenseur ardent et convaincu des travailleurs ; celui dont la vie privée comme la vie publique furent transfigurées par les plus hautes vertus ; celui qui a illustré la tribune française par une éloquence qui atteint parfois le sublime ; celui dont les vainqueurs eux-mêmes, les Cambon, les Barère, les Barras, regretteront plus tard la défaite comme une calamité nationale ; celui dont les écrits et l'exemple inspirèrent par delà le tombeau tous les démocrates et tous les socialistes de la première partie du dix-neuvième siècle, ceux de l'étranger comme ceux de France ; celui que la vigoureuse génération républicaine de 1830, instruite par Buonarroti et les derniers survivants de la Montagne, adora comme la parfaite incarnation de la démocratie sociale ; celui que la jeune Allemagne de Bœrne et de Gutzkow, que la jeune Italie de Mazzini et de Garibaldi et le chartisme anglais d'O'Connor et d'O'Brien adoptèrent comme un porte-drapeau ; celui que George Sand, avant Anatole France, proclamait « le plus grand homme de la Révolution et l'un des plus grands de l'histoire » ; celui qui inspira les révolutionnaires de 1848 et ceux de la

Commune ; celui que les révolutionnaires russes d'aujourd'hui, plus soucieux de nos gloires que nous-mêmes, honorent comme un ancêtre et comme un précurseur ; celui dont Lénine, qui lui ressemble à bien des égards, a dressé l'affligé devant le Kremlin ; le profond politique dont la clairvoyance égala le courage et le désintéressement, Robespierre, enfin, est aujourd'hui presque inconnu, quand il n'est pas méconnu de cette foule qui devrait pourtant garder pieusement sa mémoire, puisque c'est pour son affranchissement et pour son bonheur qu'il a vécu et qu'il est mort.

Voilà quatorze ans bientôt, citoyens, qu'une petite phalange d'érudits et de chercheurs, groupés dans la Société des études robespierristes, se sont attachés à faire cesser un injuste ostracisme. Contre les légendes, et les mensonges, et les calomnies, ils se sont levés, n'ayant pour tout appui que la vérité. Déjà, les fumées se dissipent. La lumière se fait et la victoire est proche. « Réveiller Robespierre, disait le grand Babeuf, au moment où il se lançait dans la bataille contre les pourris du Directoire, c'est réveiller la démocratie, et ces deux mots sont parfaitement identiques ! »

Citoyens, nous avons entendu l'appel de Babeuf, nous avons réveillé Robespierre. Nous ne l'avons pas fait en vain, pour peu que les démocrates, les socialistes et les communistes d'aujourd'hui ne ferment pas l'oreille à l'évidence et comprennent leur devoir comme leur intérêt. Votre présence à ces conférences nous est un encouragement précieux. Je vous en remercie. Mais nous avons besoin d'autre chose que d'encouragements platoniques. La guerre a arrêté l'édition que nous avons commencée des Œuvres complètes de Robespierre. Nous ne pouvons pas compter, bien entendu, sur les secours des Académies, ni des représentants du Bloc National. Nous faisons appel à tous les fervents de la Révolution, à toutes les consciences libres et droites, à tous les hommes d'avenir et de progrès, à tous les amateurs d'histoire, pour qu'ils nous donnent leur adhésion, pour qu'ils souscrivent à nos publications, pour qu'ils nous aident à vaincre les mensonges bourgeois et thermidorien. Ils prépareront ainsi l'avènement de la cité juste et fraternelle (1).

Albert MATHIEZ.

(1) Envoyer les adhésions au camarade Edmond Campagne, 6, avenue du Parc-Montsouris, à Paris.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

# Discours de Bordiga au Congrès de Marseille

(Suite et Fin)

## Le rôle du Parti communiste italien

Voilà la signification de la tactique réalisée par le troisième Congrès de l'Internationale Communiste et appliquée, par exemple, dans notre pays.

Le camarade Tesca vous en a parlé hier ; je n'insisterai pas sur les choses italiennes, si ce n'est pour vous rappeler que notre parti est peut-être le plus sectaire ; c'est le parti qui a le plus fortement lutté contre les opportunistes et il lutte en ce moment contre les syndicalistes révolutionnaires ou les anarchistes, dans des polémiques vivantes de principe et d'action.

Il consacre les quatre-vingt-quinze centièmes de son travail à la réalisation de ce front unique prolétarien qui, dans la forme, a pu faire craindre que ce soit une tactique susceptible d'amener à la confusion, mais qui a le mérite d'apporter la possibilité de donner un mot d'ordre unique au prolétariat du monde entier.

Notre parti italien dirige la plus grande partie de son énergie vers la réalisation de cette forme de tactique avec laquelle nous voyons déjà la possibilité de rapprocher dans une lutte générale, sur tout le front ouvrier de notre pays, le prolétariat entier avec les mots d'ordre qui ne peuvent pas aboutir à autre chose qu'à la conquête du pouvoir.

Nous vous proposons donc ce plan, cette tactique ; sans doute, il y a des difficultés ; on peut ne pas bien comprendre, mais naturellement, c'est vous-même, parti révolutionnaire, qui devez savoir passer par-dessus ces difficultés qui ne sont que des fictions. (*Applaudissements.*)

Quand on parle de la nouvelle tactique politique des soviets et de l'Internationale Communiste, une chose doit être hors de cause : c'est qu'il n'y a pas de nouvelle tactique, car il ne s'agit que d'une tactique de redressement du marxisme qui présente des contradictions apparentes, qui se juxtaposent aux conditions immédiates dans la société actuelle, pour en faire sortir ce qui doit briser cette société, c'est-à-dire la nouvelle forme de société préconisée par la révolution mondiale.

Dans les autres pays, cela n'autorise personne à dire qu'il y ait une renonciation quelconque, une atténuation de la valeur révolutionnaire, du programme, des formules d'action de l'Internationale Communiste. Au contraire, il y a une expérience qui s'affirme toujours davantage d'une efficacité et d'une force d'action qui gagne quelque chose chaque jour : un révolutionnarisme qui ne se borne pas à des déclarations et à peindre le tableau de la société future, mais qui entre dans le vif de la réalité, qui mène sur le front de la lutte tous les exploités et qui, avec toutes ses forces, se lance dans la bataille suprême pour renverser la honte de l'exploitation capitaliste mondiale. (*Applaudissements.*)

## Le rôle du Parti communiste français

Je n'ai rien dit, jusqu'à présent, de la situation de la France et de votre parti. L'Internationale Communiste n'est pas ici — je ne parle même pas

de son modeste représentant à cette tribune — elle n'est pas ici pour vous donner des leçons et des ordres. Elle est ici pour dire aux militants du monde entier quelle est la contribution que les communistes — et sans doute ce Congrès du Parti Communiste français — doivent apporter à la construction mondiale de ce plan d'action qui nous donne la certitude que si défavorable que soit la situation, nous en sortons vainqueurs et triomphants, au nom du communisme.

D'ailleurs, une lettre vous a été lue, vous exposant les opinions du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vis-à-vis de certains désirs du Parti français. Vous l'avez accueillie avec un esprit de solidarité internationale qui vous fait honneur et qui démontre au monde entier, au prolétariat communiste et aux adversaires, que le Parti Communiste français est véritablement une des grandes et puissantes armées de la Révolution mondiale qui se rangent sous le drapeau de l'Internationale Communiste.

Je ne compte pas revenir sur ces détails ; je suis déjà très content de constater la solidité de votre foi, de votre volonté, de votre courage révolutionnaires, dans l'accueil que vous faites à mes affirmations. Vous venez de donner, par votre réponse, au monde communiste tout entier, la preuve que vous voulez réellement sortir de la particularité de la situation française, pour combattre sur un plan d'action mondial et sur une base systématique internationale, jusqu'à la victoire, avec vos camarades du monde entier.

Votre tâche, depuis le Congrès de Tours, est considérable, et personne ne peut la méconnaître dans le mouvement communiste international, de même que personne ne peut se méprendre sur la tâche importante de ce Congrès.

Vous allez vous occuper, entre autres choses, de la question agraire, si importante pour votre pays, la plus intéressante si nous parvenons à surmonter certains préjugés de l'ancien mouvement démocratique. Je n'ai pas besoin de souligner l'importance du rôle que la classe paysanne pourra jouer dans la révolution. Vos thèses sont, à ce sujet, tout à fait satisfaisantes. Vous avez épousé complètement les données marxistes et la tactique agraire de l'Internationale Communiste. Vous avez compris qu'à côté du prolétariat de l'usine, des ouvriers de l'industrie française, on doit ranger la grande force révolutionnaire des paysans, qui tendent à se soustraire à l'exploitation des privilégiés.

Mais ce problème qu'est celui de l'agitation de la classe ouvrière industrielle, doit être envisagé dans le cadre des données tactiques internationales. Nous avons un parti, ce n'est pas seulement pour avoir des principes, des théories, et pour les propager dans toute l'étendue de notre propagande, par des articles, des discours, des lectures, des conférences. Nous n'avons pas seulement accompli notre tâche lorsque nous avons fait tout cela, comme vous l'avez très bien fait. Nous devons, dans tout notre travail, réunir ces trois facteurs de l'action communiste, de l'action marxiste, pour

ainsi dire . la propagande, l'action, l'organisation. Ils sont inséparables. Dans chaque occasion, dans chaque épisode de la lutte sociale dans laquelle un petit groupe de travailleurs exploités se dresse pour poser la question de ses conditions d'existence, notre propagande doit intervenir et dire quelque chose. Elle doit expliquer que le communisme est le développement de la lutte naturelle de classe, et elle doit donner à ce groupe d'ouvriers un peu plus de conscience et de vie : mais elle ne doit pas seulement cela. Il ne suffit pas aux communistes d'éclairer les cerveaux ; ils doivent encore systématiquement organiser ces groupes en armées rangées en bataille parmi la classe ouvrière tout entière. Et cette organisation n'est pas seulement l'organisation intérieure de notre parti, de nos fédérations, de nos sections, dans lesquelles nous ne pouvons appeler que les militants les plus éclairés, les ouvriers qui ont déjà compris nos principes et nos méthodes, nous devons avoir égard aussi à l'organisation susceptible de rallier au parti lui-même organisé sur le terrain politique, les groupes de la classe ouvrière qui ont déjà accepté l'ensemble de nos méthodes de lutte, qui ne sont pas en mesure de devenir des militants du parti, mais qui peuvent tout de même grossir les troupes révolutionnaires dans les moments décisifs.

Il faut résoudre ce problème immense de l'organisation, pour rallier à notre parti — cerveau qui donne la conscience, organisation puissante qui donne l'initiative des mouvements et qui appelle à la lutte et à la bataille — pour rallier à notre parti organisé, la grande masse du prolétariat français, aussi bien des paysans que des ouvriers de façon que ce grand parti puisse appeler le prolétariat tout entier à la bataille décisive, à la lutte révolutionnaire suprême.

Mais je reconnais qu'il est plus facile de venir dire ces choses à cette tribune, que de résoudre toutes les difficultés de votre situation. C'est là votre tâche, camarades ! L'Internationale Communiste la suit ; elle y participe ; nous y participons tous, permettez-moi de vous le dire, et d'espérer, camarades français, que vous suivrez l'exemple de vos camarades des autres pays. La collaboration à l'Internationale ne doit pas être le mensonge hypocrite qui était celui de la 2<sup>e</sup> Internationale. La 3<sup>e</sup> Internationale doit être un fait vivant et non une formule qu'on affiche dans des programmes, et dans des articles, ou qu'on proclame dans des discours. La participation à la 3<sup>e</sup> Internationale doit être une réalité qui se manifeste en action dans toutes les organisations, dans toutes les fédérations, dans toutes les sections. Cette chose, que vous savez mieux que moi, vous est dite par le représentant d'un pays communiste très proche et qui a besoin de vous pour lutter. Nous avons besoin de travailler ensemble. La lutte du prolétariat italien et du prolétariat français doit être la même, parce que la bourgeoisie de votre pays, comme du nôtre, est notre ennemi commun.

Nous devons réaliser l'unité de front de l'Internationale Communiste, dans la lutte communiste. L'Internationale Communiste vous donne le matériel pour cette œuvre, dans les résolutions de ses Congrès internationaux. Ces résolutions valent d'être acceptées et revendiquées par votre Congrès, surtout en ce qui concerne l'action syndicale. Elles valent d'être appliquées par vous de la manière la plus étroite, aux difficultés d'une situation très délicate qui comporte une somme immense de responsabilité.

En Italie, nous avons aussi une situation diffi-

cile, dure, dure. Mais c'est une situation particulière. Ici, vous avez une situation qui n'est pas claire. Vous pourrez la rendre plus claire par vos affichés, et demain, par les méthodes du communisme. (*Applaudissements*)

### La situation syndicale

Particulièrement en ce moment, c'est un problème formidable devant la situation syndicale française. Hier, il y avait une organisation syndicale unie ; aujourd'hui, nous sommes en présence d'une scission qui est peut-être un fait accompli.

La situation a changé et elle a changé les données qui doivent vous servir à dresser la politique syndicale de votre parti qui doit se mêler de faire de l'économie prolétarienne. (*Applaudissements*.)

Il faut le dire hautement, parce que dans le développement de la situation économique et des épisodes de la lutte économique de chaque groupe d'hommes, il y a des données permettant de bâtir l'action d'ensemble, l'action politique qui devra rassembler toutes ces forces dans une lutte commune.

Maintenant, personne ne pourra dire, dans l'Internationale, que vous n'avez pas agi avec clairvoyance dans votre tactique syndicale. Vous avez des buts communs avec une tendance du mouvement ouvrier qui n'est pas certainement une tendance de traîtres, d'opportunistes, mais qui est une tendance qu'au point de vue révolutionnaire, on doit saluer, du haut de cette tribune : la tendance des syndicalistes révolutionnaires de gauche.

Vous avez raison de travailler coude à coude avec ces camarades parmi lesquels il y a une majorité immense de braves ouvriers qui devront être gagnés à nos véritables méthodes dans la lutte contre les réformistes de la C.G.T.

Mais vous ne devez pas cacher que vos principes ne sont pas les principes syndicalistes révolutionnaires : que vos méthodes ne sont pas les mêmes méthodes ; que vos buts coïncident pour le moment, mais qu'il faut se préparer à d'autres tâches et que la tâche du Parti Communiste n'est pas seulement un plan pour aujourd'hui, mais d'avoir un plan des possibilités de son action dans les différentes perspectives qui peuvent se présenter.

Vous devez vous attendre à un changement dans vos rapports avec les syndicalistes révolutionnaires. Le syndicalisme révolutionnaire, ce n'est pas le communisme, ni au point de vue des méthodes, ni au point de vue des principes. Ce n'est pas que la différence se borne aux déclarations de ces camarades révolutionnaires quand on est sur le terrain économique et n'entrant pas dans le terrain politique. Le Parti Communiste ne peut pas accepter cette distinction qui n'a aucune valeur. En réalité, le syndicalisme est une politique du mouvement syndical, et le communisme est une autre politique du mouvement syndical. (*Applaudissements*.)

Il y a une méthode de travail syndicaliste dans le syndicat et il y a une méthode de travail communiste dans les mêmes syndicats. Alors, camarades, il faut que vous sachiez comprendre vos principes et vos doctrines dans votre propagande et dans votre agitation, comme vous avez commencé à le faire vis-à-vis de la doctrine et des principes des syndicalistes que nous respectons. Ils ont une conception différente de la nôtre du développement de l'histoire, et ils ont une critique différente de la société capitaliste : ils tracent un processus différent de l'émancipation prolétarienne.

Il faut éclaircir devant le prolétariat ces différences et faire au sein des syndicats, la propagande en faveur de nos propres doctrines, de nos méthodes et de nos perspectives du développement du prolétariat qui pousse à l'action politique, à l'intervention des partis dans la lutte, à la dictature du prolétariat et à la constitution des conseils ouvriers et paysans.

Il faut soutenir l'entente, dès que la situation l'exigera, mais sur une base théorique clairement posée dès le premier moment, car il faut se préparer à l'avance à des différences positives et à la pratique de méthodes différentes entre vous et les camarades syndicalistes révolutionnaires.

On dit qu'il y a, dans les thèses de l'Internationale Communiste, une formule choquante pour les ouvriers français : celle de subordination ou d'asservissement. C'est une formule *a priori* qui est simplement ridicule ; mais un marxiste ne doit renoncer au droit de pénétrer le mouvement syndical de son esprit révolutionnaire, de travailler les militants des syndicats et de tâcher d'obtenir de son autonomie et de son indépendance, que l'organisation syndicale vote pour le plan du Parti Communiste et dise au Parti Communiste que spontanément ces ouvriers syndicalistes révolutionnaires sont prêts à marcher dans l'action unitaire de la révolution sociale. (*Applaudissements.*)

Voilà une méthode à laquelle un Parti Communiste ne peut pas renoncer ; il est possible que demain, cette méthode, encore, soit choquante ; mais nous ne sommes pas des sectaires et nous ne croyons pas, nous-mêmes, qu'il y a quelque chose d'absolu.

Nous nous rendons compte de la complexité du mouvement révolutionnaire. Aujourd'hui, vous pouvez avoir raison et vous pouvez avoir tort demain. L'essentiel est que sans y passer, on ne laisse pas passer l'heure de la révolution, et sans entente, on risquerait de n'arriver jamais à son accomplissement.

Si délicate que soit la question syndicale et quelles que soient les différences qui existent entre syndicalistes et communistes, nous devons nous unir coûte que coûte. Les syndicalistes, d'ailleurs, ont toujours fait l'unité en France, mais en plaçant la question sur le terrain de la doctrine et en luttant contre l'opportunisme de Jouhaux et compagnie.

Partout ailleurs, en Allemagne, en Italie, en Hollande, dans tous les autres pays, le syndicalisme dit que le syndicat économique ne doit pas prendre tous les ouvriers, mais la partie la plus révolutionnaire des ouvriers. Il est logique dans cette affirmation, puisqu'il veut créer des éléments d'avant-garde, et qu'il croit que le syndicat lui-même doit être un terrain de développement des consciences révolutionnaires. Mais si, par ce fait même — qui peut se présenter en France — il condamne une partie du prolétariat à rester en dehors de l'organisation syndicale, cela ne démontre pas que puisse se développer ainsi la vie du mouvement syndicaliste pur.

Il y a un sentiment de scission entre les syndicalistes et cependant, tous se déclarent pour l'unité. Nous autres communistes, nous sommes pour le syndicat unitaire, sans condition préalable aucune, sans condition qu'il soit dirigé par les communistes ou que la majorité soit communiste. Non, nous demandons l'unité de l'organisation syndicale, sans aucune réserve.

Chez nous, l'unité n'est pas perdue ; nous nous résignons à laisser le mouvement syndical entre les mains des réformistes et des anarchistes, mais

parce que nous savons très bien que c'est le terrain véritable d'où jaillira, d'une façon irrésistible, le rapprochement de tous les ouvriers sous le drapeau communiste.

### Un programme d'action

J'ai assez longuement parlé, camarades. En soulevant certaines considérations d'ordre théorique, je n'ai pas voulu choquer certaines traditions légitimes, mais simplement aborder, effleurer toutes les questions, puisque l'Internationale Communiste a le droit et le devoir de prévoir les conditions véritables que peut présenter la situation internationale ; mais je suis sérieusement gêné dans ce Congrès qui devra lui-même envisager la question de la préparation révolutionnaire du prolétariat français, de cette fraction marxiste, qui est une fraction réaliste, à laquelle vous devez tracer un programme qui ne soit pas seulement un programme théorique, mais un programme d'action indiquant les moyens avec lesquels nous parviendrons à rapprocher le prolétariat entier dans la lutte révolutionnaire.

Je suis sûr que des travaux de ce Congrès sortiront des résolutions d'accord avec les méthodes de l'Internationale Communiste et intéressantes pour tout le mouvement communiste international.

J'ai fini. Je garderai toujours en moi-même satisfaction d'avoir été parmi vous et je rapporterai l'expression de votre solidarité et de votre enthousiasme aux travailleurs de mon pays. Nous nous efforcerons d'exposer le plus fidèlement possible vos travaux au Comité Exécutif.

Nous n'avons pas besoin de vous demander autre chose que la continuation du travail immense que vous accomplissez chaque jour et qu'accomplissent toutes vos sections, dans une synthèse générale de votre conscience, de votre foi, de votre enthousiasme.

Vous vous annoncez aux communistes du monde entier dans les affirmations que je viens d'exposer.

Camarades du Parti Communiste français, nos adversaires crient à la défaite de l'Internationale Communiste et de la Révolution mondiale. Criez-leur que ce n'est pas vrai. Déclarons que l'Internationale Communiste est une force réelle qui ne manquera pas de se mettre à la tête du prolétariat du monde entier.

La révolution mondiale n'est pas une chimère de notre pensée, mais une chose réelle, vivante. Camarades, vive la Révolution mondiale ! (*Vifs applaudissements.*)

A. BORDIGA.

## NOS ILLUSTRATIONS

Nous publions dans ce numéro les portraits de nos camarades **ANDRÉ MARTY** et **BADINA**, réélus triomphalement conseillers municipaux de Paris, dimanche dernier ; de **RENÉ MARCHAND** dont l'*Humanité* a commencé dimanche dernier la publication de documents sur les Responsabilités de la guerre, documents tirés des Archives tsaristes et de **LOUZON**, condamné dernièrement par le Tribunal correctionnel de Tunis à 8 mois de prison, pour propagande communiste.

# Le Réformisme et la 3<sup>e</sup> Internationale

Dans les discussions sur le front unique, on rencontre assez fréquemment un argument dont la portée paraît bien supérieure à celle de toutes les autres observations. Le fait que l'Exécutif de Moscou a recommandé à ses sections de se rapprocher des partis réformistes, complices des guerres impérialistes et serviteurs de la bourgeoisie, fait naître en beaucoup de camarades la crainte que l'Internationale Communiste ne retombe dans les méthodes et la pratique social-illusionnistes de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui ont abouti à la foudroyante débâcle du 4 août 1914. Cet argument est d'une telle gravité qu'il mérite d'être examiné de plus près, car il met en question l'existence de l'Internationale Communiste en tant qu'organisation révolutionnaire du prolétariat mondial.

## I. — Le terrain de lutte des deux Internationales

Créée comme organisation de la lutte des classes intransigeante, la 2<sup>e</sup> Internationale a fini par succomber au plus vil opportunisme et à la pratique de l'union sacrée avec la bourgeoisie. L'esprit marxiste et révolutionnaire, qui avait consacré les premiers actes de la jeune organisation prolétarienne, l'emporta encore plusieurs fois sur les idées réformistes et ministérielles, qui cherchaient sans relâche à s'insinuer dans les cadres de la classe ouvrière organisée. Mais ces tendances, battues aux divers Congrès, avaient aussi rongé à l'intérieur le puissant organisme, par un travail patient et inaperçu par le gros des masses. La phraséologie révolutionnaire, les étiquettes et les drapeaux aux inscriptions intransigeantes avaient survécu au travail destructeur d'un quart de siècle, mais l'organisme même, que ces étiquettes couvraient, y avait succombé : ce n'était plus l'Internationale forte et saine, telle qu'Engels l'avait connue, mais un colosse devenu infirme et sénile, qui s'écroula le 4 août 1914, couvrant sous ses débris les étiquettes révolutionnaires, dernières épaves de sa jeunesse.

L'expérience enseigne. L'histoire de la 2<sup>e</sup> Internationale ne donne-t-elle pas lieu à craindre que la 3<sup>e</sup> ne s'engage, au cours de son développement, dans la même voie du réformisme ? L'Exécutif suggère aux sections de l'I.C. de lutter pour des buts d'étapes, pour des « réformes » partielles, au lieu de mobiliser toutes les forces révolutionnaires de la classe prolétarienne pour la réalisation immédiate du communisme intégral. Beaucoup de camarades voient dans cette tactique nouvelle le premier signe d'un fléchissement, d'une déviation à droite, vers le réformisme qui a abattu la combativité de l'Internationale des Scheidemann, Henderson et Renaudel, et qui menace maintenant d'envahir même la 3<sup>e</sup> Internationale, qui est issue de la lutte contre le réformisme et la socialisation.

Cette parallèle historique est de nature à nous plonger dans des réflexions profondes. Il est un fait acquis que les organismes sociaux vieillissent, ainsi que les hommes, et que les partis politiques ne font pas exception à la loi universelle du changement perpétuel. Si tout change, et que le passage de l'intransigeance au modérantisme soit un phénomène propre à presque toutes les corporations politiques, qu'est-ce qui pourrait alors nous garantir que justement l'Internationale Communiste

n'est pas assujettie à cette loi générale ? Les radicaux bourgeois ont abandonné leurs principes ultra-démocratiques et anticléricaux, pour se jeter dans le tourbillon fatal de l'union sacrée, qui a dévoré encore d'autres principes que ceux du radicalisme bourgeois : les principes et la pratique du socialisme international. Les révolutionnaires bourgeois de l'Allemagne de 1848 se sont laissés apprivoiser au cours de vingt ans, et les héritiers des Jacobins et de la Grande Révolution sont aujourd'hui les bourreaux de la révolution russe, les adversaires les plus impitoyables de la classe révolutionnaire qui aspire au pouvoir. L'évolution produit partout des éléments dont la fougue et l'avidité du progrès assombrissent les luttes et l'élan de leurs prédécesseurs, devenus séniles, et qui sont dépassés, à leur tour, par la nouvelle génération surgissante.

S'il en était ainsi, la 3<sup>e</sup> Internationale serait, en effet, vouée au sort de la 2<sup>e</sup>. Mais des réalités historiques, telles que nous venons de les tracer, n'aboutissent qu'à de vaines spéculations métaphysiques si nous n'introduisons pas dans l'examen un facteur indispensable à la méthode marxiste : l'analyse de la situation concrète, de toutes les circonstances, du milieu et du terrain de lutte des deux Internationales. Sans cette analyse, toutes les conclusions, quelles qu'elles soient, flottent dans l'air, sans base solide, et elles sont, par conséquent, soumises à de multiples erreurs.

Quelle était la base économique et sociale de la 2<sup>e</sup> Internationale ? Celle-ci s'est développée dans un capitalisme florissant, dont l'évolution rapide et puissante enveloppait le monde entier d'un réseau étroit de liaisons commerciales, industrielles et financières, constituant une économie mondiale, avec une division du travail détaillée : un organisme délicat et fragile, dont le fonctionnement assurait à l'humanité civilisée une jouissance assez large de tous les biens, produits par une activité incessante et prospère. Cette prospérité permettait même aux ouvriers exploités et opprimés de participer dans une certaine mesure à l'augmentation générale de tous les besoins, à l'élévation du *standard of life* de toute la société. Une large couche de la classe ouvrière réussit, dans tous les pays du capitalisme moderne, à conquérir une position plus favorable encore, à se rapprocher matériellement, et peu à peu aussi mentalement, de la petite-bourgeoisie, qui jouissait d'une aisance plus ou moins modeste.

C'est dans cette atmosphère calme, dans la société qui pouvait encore assurer à ses esclaves une vie assez supportable, que naquit le réformisme, le pacifisme social des Bernstein et Jaurès. L'idée d'un développement organique vers le socialisme, d'une révolution sociale sans violence et sans dictature, pouvait facilement séduire des esprits idéalistes, d'autant plus que le capitalisme ne s'opposait que fort peu à des réformes demandées par le prolétariat. La prospérité générale lui permettait d'augmenter les revenus de ses esclaves salariés. En de telles circonstances, les masses exploitées ne songeaient guère à la révolution, qui leur apparaissait soit comme un instrument suranné du passé, soit comme la perspective estompée d'un avenir lointain.

En dépit de la lutte que les vrais marxistes menaient pour la défense des principes révolutionnaires,

res, la pratique réformiste finit par triompher passagèrement de la théorie que les événements même paraissaient démentir.

Le terrain de lutte de la 3<sup>e</sup> Internationale est différent de celui où la 2<sup>e</sup> a cueilli, avant la guerre, ses lauriers pacifiques. Le capitalisme mondial, grièvement atteint par la guerre qu'il a lui-même déchaînée, ne peut plus se maintenir que grâce à l'exploitation multipliée de ses esclaves. Les antagonismes de classe, loin de diminuer — comme c'était l'apparence dans la période de prospérité au début de ce siècle — s'aggravent de plus en plus, la masse de ceux que baigne le flux montant de la misère grandissant sans cesse. Non seulement « l'aristocratie ouvrière » retombe à un niveau prolétarien, mais de larges couches de la petite-bourgeoisie viennent la rejoindre dans la détresse générale. Les perspectives d'une évolution paisible, accomplie par des réformes, pas à pas, jusqu'au socialisme, se sont dissipées devant l'attitude brutale des classes dirigeantes, qui imposent au prolétariat des réductions de salaires et qui menacent d'augmenter les heures de travail.

Dans une telle situation, les illusions réformistes se dispersent. Les parus corrompus et pourris de la 2<sup>e</sup> Internationale, à l'idéologie ossifiée d'une époque depuis longtemps passée, perdent de plus en plus les rênes du mouvement prolétarien. Ce processus est naturellement interrompu, comme toute évolution, par des rechutes et des périodes de stagnation, mais la ligne générale n'en saurait être méconnue. L'éroulement économique du capitalisme et la misère qu'il comporte pour les grandes masses forcent et forceront le prolétariat à des actions répétées, de plus en plus impétueuses, contre le système dont l'existence ultérieure lui coupe la vie. Dans une telle atmosphère de guerre sociale, le réformisme a vraiment peu de chance à conquérir les parus communistes, comme il a conquis jadis ceux de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Si, par contre, on pouvait envisager une période de relèvement capitaliste, non aux dépens des masses, mais par les propres forces du capitalisme, période de prospérité où les antagonismes de classe s'adoucirait de nouveau pour quelque temps, alors le danger réformiste se dresserait menaçant devant l'Internationale Communiste, et il serait même probable qu'il la vaincrait. Cependant, la perspective d'un tel relèvement est utopique, contraire à la réalité, que nous avons l'occasion de voir et de vivre tous les jours.

## II. — Réformes et Réformisme

Mais, dira-t-on, si l'Exécutif suggère aux diverses sections de l'Internationale de lutter pour des revendications partielles, pour des buts immédiats des masses qui ne sont pas encore communistes, c'est-à-dire pour obtenir des réformes dans la société capitaliste même, n'est-ce pas là du réformisme flagrant et irréfutable ?

Par le mot « réforme » on peut désigner bien des choses. Le mot n'est pas l'essentiel : sa signification, la chose concrète qu'il exprime, est beaucoup plus importante, et un seul mot peut traduire des conceptions et des objets tout à fait différents. Aussi les « réformes » pour lesquelles les communistes combattent avec les masses ne sont-elles pas identiques avec les réformes et la réformomanie de la 2<sup>e</sup> Internationale. Ici encore, il faut dégager l'essence de l'affaire, de l'apparence trompeuse.

Tout au début, les partis affiliés à la 2<sup>e</sup> Internationale ne considéraient les réformes que comme des moyens servant à améliorer la situation de la

classe ouvrière en vue d'augmenter sa combativité pour les luttes futures, et naturellement, pour la lutte finale. Ils avaient des programmes, dont les revendications se divisaient en deux parties : le programme minimum, c'est-à-dire les revendications qu'on croyait réalisables en régime capitaliste et qu'on s'efforçait de réaliser comme plateforme de la lutte pour le programme maximum, le socialisme. La longue période de prospérité fit de plus en plus tomber le programme maximum dans l'ombre de la légende, tandis que les revendications immédiates, mises presque quotidiennement sur l'ordre du jour, devinrent les objectifs concrets et principaux de la lutte. La parole connue d'un grand réformiste : « Le but n'est rien, le mouvement est tout », démontre le sens de cette évolution. Le programme minimum avait battu le socialisme.

La guerre mondiale changea la situation. La révolution russe et les périodes révolutionnaires d'Europe centrale inaugurèrent l'époque qui dut fatalement suivre une guerre impérialiste mondiale sur le degré de maturité actuel du capitalisme. La révolution prolétarienne n'était plus un but lointain et la consolation des fidèles socialistes, ainsi que le ciel constitue la consolation des fidèles chrétiens. La révolution sociale était devenue une réalité.

Dans son discours, lors de la fondation du Parti Communiste d'Allemagne, les derniers jours de décembre 1918, Rosa Luxembourg dit, au sujet du programme :

« Notre programme s'oppose consciemment au point de vue sur lequel était basé jusqu'ici le programme d'Erfurt, il s'oppose consciemment à la séparation des revendications minima, du but final socialiste, c'est-à-dire du programme maximum. En opposition consciente à ce programme, nous liquidons les résultats de l'évolution des derniers 70 ans, et notamment le résultat direct de la guerre mondiale, en disant : maintenant, il n'y a pour nous plus de programme minimum, ni de programme maximum ; l'un et l'autre sont le socialisme ; c'est le minimum que nous devons à présent réaliser. »

Ces paroles que Rosa Luxembourg prononça en 1918, n'ont encore rien perdu de leur actualité. Il est vrai, le premier assaut de la révolution mondiale est repoussé, la contre-révolution triomphe en Europe centrale et les grandes puissances impérialistes de l'Occident n'ont pas encore complètement désarmé vis-à-vis de la Russie des Soviets, seul pays où la révolution prolétarienne a pu se maintenir. Mais il n'en reste pas moins vrai que la période du déclin capitaliste est ouverte.

L'évolution de toute forme sociale arrive fatalement à un point où les forces qu'elle a produites ne peuvent plus se développer librement, où l'organisme, produit et en même temps facteur puissant du processus de l'évolution, devient une entrave de plus en plus insupportable à ce processus même. Et enfin, devenues trop puissantes pour se contenir dans le cadre étroit dont elles sont issues, ces forces finissent par briser l'étreinte de l'organisme rigide, ossifié et incapable d'évoluer avec les autres éléments. C'est ainsi que la révolution bourgeoise fit sauter les chaînes dont le fédéralisme entravait la libre évolution des forces productrices d'un capitalisme naissant. Le régime féodal, devenu une entrave au développement ultérieur de la société, fut balayé par la révolution.

Il en est de même avec le capitalisme. Après avoir accompli sa mission historique, après avoir multiplié les forces productrices sur toute la terre et créé partout les éléments auxquels incombe la

soin de l'évolution future, le capitalisme n'est plus l'essor du progrès, qu'il était jusqu'à la période impérialiste, mais la plus grande entrave au développement ultérieur de la société humaine. L'impérialisme florissant fait croire à vue d'œil le péril de nouvelles guerres mondiales, avec des moyens techniques plus perfectionnés que dans la précédente. Encore une ou deux guerres, causant des ravages encore plus atroces que dans la période de 1914 à 1918, et toute la civilisation bourgeoise, la civilisation de notre époque, sombrera, laissant des déserts couverts de quelques dizaines de millions de morts — appartenant dans leur majorité à la classe prolétarienne, seule force capable d'accomplir la réorganisation de la société sur un niveau plus élevé.

Cependant, même si on fait abstraction de la perspective de nouvelles guerres impérialistes (inévitables, d'ailleurs, en régime bourgeois), il est un fait incontestable que le capitalisme ne constitue plus qu'un facteur de régression et de réaction. Partout, le progrès ne peut se frayer une route que contre le capitalisme. Nous vivons dans une société décadente, qui s'écroule piteusement. Tous ses efforts de se maintenir n'aboutissent qu'à l'esclavage, à l'exploitation et à l'oppression redoublés de la classe qui porte en son sein la vocation de fonder la société nouvelle. Le capitalisme étant devenu l'ennemi du progrès historique, la révolution prolétarienne se pose aujourd'hui historiquement comme le problème le plus brûlant, problème de première actualité, devant les masses du peuple et devant les Partis Communistes.

Que, dans les revirements et les vicissitudes de la lutte, le capitalisme soit actuellement l'agresseur, que la contre-révolution jouisse d'un triomphe passager, peu importe ! La révolution communiste n'en est pas moins une réalité, plus véritable et plus palpable qu'avant la guerre mondiale, réalité dont la bourgeoisie, hélas ! doute encore moins que le prolétariat. Le programme maximum, le socialisme, est donc encore aujourd'hui le minimum de ce que nous devons réaliser dans la situation historique donnée.

Aussi, ne peut-il plus être question d'un programme minimum, énumérant une série de réformes que les Partis Communistes devraient se proposer d'obtenir avant la révolution, c'est-à-dire avant l'instauration de la dictature des Conseils. Il ne peut plus y avoir des réformes qui, édifiées les unes sur les autres, pourraient donner à des fantasques l'illusion qu'on finirait par arriver au socialisme en conquérant une réforme après l'autre par un travail pacifique et patient.

Si l'Exécutif de l'Internationale Communiste recommande à ses sections de mener des luttes partielles pour des revendications partielles en contact intime avec les masses qui comprennent ces revendications, cela ne signifie nullement que l'organe dirigeant de l'I.C. s'adonne à l'illusion que l'addition d'un certain nombre de réformes équivaldrait à la révolution — et c'est précisément cette conception illusionniste qui caractérisait et qui caractérise le réformisme de la 2<sup>e</sup> Internationale. Dans l'état actuel des choses, le capitalisme est objectivement incapable d'améliorer la situation matérielle des salariés. Il ne peut consentir à de telles réformes sans saper lui-même sa propre base. C'est dans ce sens-là qu'on peut dire que des réformes sont aujourd'hui d'une valeur révolutionnaire : si le capitalisme les accordait, il hâterait sa propre chute.

Aussi ne peut-on parler de « substituer les réformes à la révolution ». Les Partis Communistes doivent lutter avec les masses dont la con-

science révolutionnaire ne s'est pas encore éveillée, pour les buts partiels et déterminés que celles-ci se posent. Ces buts d'étapes, dits « réformes », ne peuvent être réalisés, dans les circonstances actuelles, que si le cadre de l'Etat bourgeois est enfreint, et que l'action pour leur réalisation dépasse les limites de la société capitaliste. C'est au cours de ces luttes « réformistes » que les masses se rendront de plus en plus compte de ce qu'elles doivent renverser la société actuelle tout entière pour atteindre leurs revendications. A l'époque où nous sommes, la lutte pour des revendications partielles n'est donc pas une lutte réformiste au sens de la 2<sup>e</sup> Internationale. Le « réformisme » — expression d'ailleurs tout à fait fautive en ce sens — de la 3<sup>e</sup> Internationale est un essor, et non l'assommoir de l'action des masses. Il ne remplace pas la révolution : il la prépare, ou mieux, il l'accélère.

### III. — Conclusion

Nous avons tâche de démontrer que la crainte d'un péril réformiste dans la 3<sup>e</sup> Internationale n'est pas justifiée. Ni le front unique ni la lutte avec les masses non communistes pour des buts d'étapes ne feront ressusciter dans l'Internationale Communiste la maladie qui a tué l'esprit de la 2<sup>e</sup> Internationale. Dans la situation où se trouve aujourd'hui le capitalisme mondial, situation tout à fait différente de celle où la 2<sup>e</sup> succombera aux tentations ministérielles, le réformisme des Scheidemann, Kautsky et Branting est voué à l'échec, ainsi que les grands partis prolétariens de la 2<sup>e</sup> Internationale, dont les effectifs viendront, dans un temps assez proche, rejoindre les Partis Communistes.

Cependant, en démontrant que la tactique recommandée par l'Exécutif ne comporte pas le danger du réformisme, nous n'avons pas voulu dire que cette tactique soit applicable dans une mesure égale et uniforme à la politique de toutes les sections de l'I.C., ni qu'elle soit la meilleure tactique qu'on puisse imaginer, qu'elle soit sans inconvénients ni sans danger.

Le front unique, avec les chefs réformistes est toujours un mal et toujours dangereux. Son danger n'est pas la déviation vers le réformisme tel que nous venons de le défluir, mais vers l'opportunisme leviste et serratin, qui menace des partis communistes peu consolidés, où la clarté doctrinale et l'esprit révolutionnaire ne sont pas encore assez développés.

Mais bien que cette tactique soit toujours un mal dangereux, elle n'en est pas moins parfois un mal nécessaire. Le Parti Communiste d'Allemagne, par exemple, se trouve dans cette situation. Il ne faut pas méconnaître que des circonstances particulières peuvent acculer un Parti Communiste à la nécessité de transiger avec les chefs mencheviks. Les camarades allemands ne soutiennent pas, par opportunisme, les gouvernements socialistes de Saxe, de Thuringe et de Brunswick, mais parce que les circonstances les y obligent.

Si le Parti Communiste de France, grâce au milieu où il lutte, est plus libre dans son attitude vis-à-vis des leaders compromis de la social-trahison, nous ne devrions pourtant pas oublier que d'autres sections de l'Internationale Communiste, moins favorisées par les circonstances, sont obligées, par la situation dans leur pays, de pratiquer l'unité de front dans une forme qui serait actuellement inacceptable pour la France. Gardons-nous bien de les qualifier d'opportunistes. Félicitons-nous plutôt que nous ne soyons pas dans leur position.

L. REVO.

# Le Front Unique et le Communisme en France

## I. — Considérations générales sur le front unique

1° Le but du Parti Communiste consiste à diriger la révolution prolétarienne. Afin d'amener le prolétariat à la conquête directe du pouvoir et d'effectuer cette conquête, le Parti Communiste doit s'appuyer sur la majorité écrasante de la classe ouvrière.

Tant qu'il n'a pas cette majorité, il doit lutter pour s'en emparer.

Il ne peut l'atteindre que s'il constitue une organisation tout à fait indépendante pourvue d'un programme clair et d'une discipline intérieure très sévère. C'est pourquoi il a dû se séparer idéologiquement, ainsi que par son organisation, des réformistes et des centristes qui n'aspirent pas à la révolution prolétarienne, ne savent ni ne veulent y préparer les masses et s'opposent à ce travail par toute leur conduite. Ceux des membres du Parti Communiste qui déplorent la scission au nom de l'unité des forces et de l'unité du front ouvrier montrent par cela même qu'ils ne comprennent même pas l'a b c du communisme et qu'ils n'appartiennent au Parti Communiste que par suite de circonstances fortuites ;

2° Le Parti Communiste s'étant assuré une indépendance complète par l'unité idéologique de ses membres lutte pour étendre son influence sur la majorité de la classe ouvrière. Cette lutte peut être plus ou moins lente ou rapide, suivant les circonstances et la conformité plus ou moins grande de la tactique au but.

Mais il est tout à fait évident que la lutte de classe du prolétariat ne cesse pas dans cette période de préparation à la révolution.

Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'État, surgissent et se développent sans cesse par l'initiative de l'une ou de l'autre des parties.

Dans ces conflits, pour autant qu'ils embrassent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière ou de sa majorité ou bien d'une partie quelconque de cette classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité des actions, de l'unité dans la défense contre l'attaque du capital ainsi que l'unité dans l'offensive contre celui-ci. Le parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière, à l'unité d'action sera irrévocablement condamné par la conscience ouvrière.

Ainsi donc, la question du front unique, tant par son origine, que par son essence n'est pas du tout une question de relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux d'un parti et de l'autre, entre l'*Humanité* et le *Populaire*. Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital malgré la division fatale à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière.

Pour ceux qui ne le comprennent pas le parti n'est qu'une association de propagande et non pas une organisation d'action de masse ;

3° Dans les cas où le Parti Communiste ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard du front de la lutte de classe n'a pas une importance décisive. Dans ces conditions, les actions de masse seront dirigées par les anciennes organisations, qui, en vertu de leurs traditions encore puissantes, continuent à jouer le rôle décisif. D'autre part, le problème du front unique ne se pose pas dans les pays tels, par exemple, que la Bulgarie, où le Parti Communiste apparaît comme l'unique organisation dirigeant la lutte des masses laborieuses. Mais où le Parti Communiste constitue une grande force politique sans avoir encore une valeur décisive, où il embrasse soit le quart, soit le tiers de l'avant-garde prolétarienne, la question du front unique se pose dans toute son acuité.

S'il embrasse le tiers ou la moitié de l'avant-garde du prolétariat — il s'ensuit que l'autre moitié ou les deux autres tiers font partie des organisations réformistes ou centristes. Mais il est tout à fait évident que les ouvriers qui soutiennent encore les réformistes et les centristes sont tout aussi intéressés que les communistes à la défense de meilleures conditions d'existence matérielle et de plus grandes possibilités de lutte. Il est donc nécessaire d'appliquer notre tactique de telle manière que le Parti Communiste qui est l'incarnation de l'avenir de la classe ouvrière entière n'apparaisse pas aujourd'hui — et surtout ne le soit pas en fait — un obstacle à la lutte quotidienne du prolétariat.

Le Parti Communiste doit faire plus que cela : il doit prendre l'initiative d'assurer l'unité de cette lutte quotidienne. C'est uniquement ainsi qu'il se rapprochera des deux autres tiers, lesquels ne marchent pas encore avec lui et n'ont pas encore confiance en lui parce qu'ils ne le comprennent pas. Ce n'est que par ce moyen qu'il en fera la conquête ;

4° Si le Parti Communiste n'avait pas réalisé la rupture radicale et décisive avec les social-démocrates, il ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne. Il n'aurait pu faire le premier pas sérieux dans la voie de la révolution. Il serait resté pour toujours une soupape de sûreté parlementaire de l'État bourgeois.

Ne pas le comprendre c'est ignorer la première lettre de l'alphabet du communisme.

Si le Parti Communiste ne cherchait pas à trouver les voies d'organisation susceptibles de rendre possible à chaque moment donné des actions communes concertées entre les masses ouvrières communistes et non-communistes (social-démocrates compris), il prouverait par cela même son incapacité de conquérir la majorité de la classe ouvrière par des actions de masse. Il dégèrerait en une société de propagande communiste, et ne se développerait jamais en parti de conquête du pouvoir.

Ce n'est pas assez d'avoir un glaive, il faut l'ai-

guiser, ce n'est pas assez de l'aiguiser, il faut savoir s'en servir.

Ce n'est pas assez de séparer les communistes des réformistes et de les lier par la discipline de l'organisation ; il est nécessaire que l'organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans toutes les circonstances de sa lutte vitale.

Telle est la seconde lettre de l'alphabet communiste :

5° L'unité du front s'étend-elle seulement aux masses ouvrières ou comprend-elle aussi les chefs opportunistes ?

Cette question n'est que le fruit d'un malentendu.

Si nous avons pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre courants, en négligeant les organisations réformistes, partis ou syndicaux, ce serait, certes, la meilleure des choses. Mais alors la question du front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle.

La question du front unique se pose par cela même, que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en faire sortir et les amener à nous.

Il est possible qu'au lendemain des actions de masse qui sont à l'ordre du jour, un grand changement survienne sur ce point. C'est justement ce que nous voulons. Mais nous n'en sommes pas encore là. Les travailleurs organisés sont encore divisés en trois groupes. L'un de ces groupes, le groupe communiste, tient à la révolution sociale et précisément pour cette raison, soutient tout mouvement, même partiel des travailleurs contre les exploités et contre l'Etat bourgeois.

Un autre groupe, le groupe réformiste, tend à la paix avec la bourgeoisie. Mais pour ne pas perdre son influence sur les ouvriers, il est forcé, contre la volonté profonde de ses chefs, de soutenir les mouvements partiels des exploités contre les exploités.

Enfin, le troisième groupe, centriste, oscille entre les deux autres, n'ayant pas de valeur propre. Ainsi les circonstances rendent tout à fait possibles, dans toute une série de questions vitales, les actions communes des ouvriers unis dans ces trois sortes d'organisations, ainsi que des masses non organisées qui les soutiennent.

Non seulement les communistes ne doivent pas s'opposer à ces actions communes mais au contraire, ils doivent en prendre l'initiative justement parce que plus grandes sont les masses attirées dans le mouvement, plus haute devient la conscience de leur puissance, plus sûre elle devient d'elle-même, et plus les masses deviennent capables d'aller de l'avant, si modeste qu'aient été les mots d'ordre initiaux de la lutte. Cela veut aussi dire que l'extension du mouvement aux masses accroît son caractère révolutionnaire et crée des conditions plus favorables aux mots d'ordre, aux méthodes de lutte et en général à la direction du Parti Communiste.

Les réformistes ont peur de l'élan potentiel révolutionnaire du mouvement des masses ; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les cours arbitraux, les antichambres des ministères, sont leurs arènes favorites.

Nous sommes, au contraire, intéressés en dehors de toutes autres considérations, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les situer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique ce ne peut être qu'à notre avantage.

Le communiste qui en doute ou qui en a peur ressemble à un nageur, qui aurait approuvé des thèses sur le meilleur moyen de nager, mais ne se risquerait pas à se jeter à l'eau ;

6° L'unité de front suppose donc de notre part la décision de faire concorder pratiquement nos actions, dans de certaines limites et dans des questions données, avec les organisations réformistes pour autant qu'elles représentent encore aujourd'hui la volonté de fractions importantes du prolétariat en lutte.

Mais nous nous sommes séparés des organisations réformistes ? Oui, parce que nous sommes en désaccord avec elles sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier.

Et pourtant, nous recherchons un accord avec elles ?

Oui, chaque fois que la masse qui les suit est prête à agir de concert avec la masse qui nous suit, et chaque fois que les réformistes sont plus ou moins forcés à se faire l'instrument de cette action.

Mais ils diront qu'après nous être séparés d'eux, nous avons besoin d'eux ?

Oui, leurs phraseurs le pourront dire. Et quelques-uns parmi nous peuvent s'en effrayer. Quant aux grandes masses ouvrières, même celles qui ne nous suivent pas et qui ne comprennent pas nos buts, mais qui voient exister parallèlement deux ou trois organisations ouvrières — ces masses tireront de notre conduite cette déduction, que, malgré les divisions, nous tendons de toutes nos forces à faciliter aux masses l'unité d'action ;

7° La politique du front unique, pourtant, ne comprend pas en soi de garanties pour une unité de fait, dans toutes les actions. Au contraire, dans nombre de cas, dans la plupart peut-être, l'accord des différentes organisations ne s'accomplira qu'à moitié ou ne s'accomplira pas du tout. Mais il est nécessaire que les masses en lutte puissent toujours se convaincre que l'unité d'actions a échoué, non pas à cause de notre intransigence formelle, mais à cause de l'absence d'une véritable volonté de lutte chez les réformistes.

En concluant des accords avec d'autres organisations nous nous imposons sans doute une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions des masses, nous nous réservons le droit de soutenir l'action jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, à titre d'organisation indépendante.

Un renouvellement acharné des luttes entre nous et les réformistes, pourra en résulter. Mais ce ne sera plus une simple répétition des mêmes idées dans un cercle fermé, cela signifiera — si notre tactique est bonne — un élargissement de notre influence dans de nouveaux milieux prolétariens ;

8° Voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes, ce ne peut être que le point de vue d'un journaliste qui croit s'éloigner du réformiste, quand il le critique sans sortir de sa salle de rédaction et qui a peur de l'affronter devant les masses ouvrières, peur de donner à celles-ci la possibilité de comparer le communiste et le réformiste dans les conditions égales de l'action des masses. De fait, sous cette crainte, que l'on prétend révolutionnaire, du « rapprochement » se dissimule au fond une passivité politique, qui tend à conserver un état de choses, dans lequel les communistes comme les réformistes ont chacun leur cercle d'influence, leurs auditoires, leur presse, et dans lequel cela suffit à donner aux uns et aux autres l'illusion d'une lutte politique sérieuse ;

9° Nous avons rompu avec les réformistes et les



**Louis BADINA**

centristes pour avoir la liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Tout accord qui limiterait notre liberté de critique et d'agitation serait donc inacceptable pour nous. Nous participons au front unique, mais nous ne pouvons en aucun cas nous y dissocier. Nous y opérons comme une division indépendante.

C'est justement dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre, que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés. Nous rapprochons ainsi l'heure du front unique

révolutionnaire, sous la direction indiscutée des communistes.

## **II. — Les groupements dans le mouvement ouvrier français**

10° Si nous voulons examiner la question du front unique relativement à la France sans nous départir des thèses formulées plus haut, thèses qui ressortent de toute la politique de l'Internationale Communiste, nous devons nous deman-

der si nous avons en France une situation telle que les communistes représentent au point de vue des actions pratiques « une quantité négligeable » ou bien, au contraire, s'ils groupent la majorité des ouvriers organisés pour eux, ou encore s'ils ont une position moyenne, c'est-à-dire s'ils sont assez forts pour que leur participation au mouvement de masse ait une grande valeur, mais pas assez forts pour en concentrer dans leurs mains la direction indiscutée. Et il est tout à fait certain que nous sommes en France en présence du troisième cas ;

11° Dans le domaine de l'organisation politique, la prépondérance des communistes sur les réformistes est indiscutable. L'organisation et la presse communistes sont incomparablement plus fortes, plus riches, plus vivantes, que l'organisation et la presse des prétendus « socialistes ».

Mais cette prépondérance indiscutable est loin de suffire à assurer au Parti Communiste français la direction complète, indiscutable du prolétariat français, du fait de la puissance des tendances anti-politiques et des préjugés, influençant principalement les syndicats ouvriers ;

12° La particularité la plus grande du mouvement ouvrier français, c'est que les syndicats ouvriers ont longtemps été l'enveloppe sous laquelle se cachait un parti politique anti-parlementaire, d'une forme spéciale, connu sous le nom de syndicalisme.

Les syndicalistes révolutionnaires peuvent en effet se séparer tant qu'ils le voudront de la politique et du Parti ; ils ne pourront jamais nier qu'ils constituent eux-mêmes un parti politique, aspirant à s'appuyer sur les organisations économiques de la classe ouvrière. Ce parti a de bonnes tendances révolutionnaires prolétariennes. Mais il a aussi des caractères négatifs, il manque d'un programme précis et d'une organisation définie.

La question se complique par le fait que les syndicalistes, comme tous les autres groupements de la classe ouvrière, se sont divisés après la guerre en réformistes soutenant la société bourgeoise et, par cela même, passés, dans la personne de leurs meilleurs éléments, du côté du communisme.

Et la tendance au maintien de l'unité de front a justement inspiré non seulement aux communistes, mais aussi aux syndicalistes révolutionnaires, la meilleure tactique dans la lutte pour l'unité de l'organisation syndicale du prolétariat français. Au contraire, Jouhaux, Merrheim et *tutti quanti* sont entrés dans la voie de la scission, mus par l'instinct de barqueroutiers, qui sentent qu'ils ne pourront soutenir devant la masse ouvrière la concurrence des révolutionnaires dans l'action. La lutte, d'une importance colossale, qui se déroule aujourd'hui dans tout le mouvement syndical français, entre les réformistes et les révolutionnaires, se présente à nous en même temps comme une lutte pour l'unité de l'organisation syndicale et pour l'unité du front syndical.

(A suivre).

Léon TROTSKY.

**Secourons nos Frères  
de Russie**



## Bibliothèque - Communiste - PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> ...	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i> .....	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3<sup>e</sup> Internationale</i> ..	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> ....	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> .....	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> .....	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	0 75
. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	épuisé
<i>Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc.</i> .....	1 25

En vente à la Librairie de « l'Humanité »

VIENT DE PARAÎTRE

## ET SADOUL?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges DANGON, imprimeur.